

La planète exploitée à un rythme insoutenable

L'extraction des ressources naturelles pourrait encore croître de 60 % d'ici à 2060, alertent les Nations unies

La consommation de ressources naturelles a triplé en cinquante ans. Si rien ne change, cet usage pourrait avoir augmenté de 60 % en 2060 par rapport à 2020. Si elle se produit, cette hausse annihilera tout espoir de limiter le réchauffement de la planète sous la barre des 2 °C et de mettre un terme à l'effondrement des espèces et des écosystèmes nécessaires à notre survie. « *L'utilisation des ressources est une dimension souvent oubliée des crises climatiques et de la biodiversité. Mais, si nous ne mettons pas en place des politiques plus fortes à ce sujet, nous échouons à atteindre nos objectifs* », affirme le politiste belge Hans Bruyninckx, principal auteur du *Global Resources Outlook 2024*.

La deuxième édition de ce panorama mondial, réalisé par le groupe international d'experts sur les ressources des Nations unies, a été publiée vendredi 1^{er} mars, cinq ans après la précédente. Son message est sans ambiguïté : il faut de toute urgence « *infléchir la trajectoire* » en mettant en place des changements systémiques. « *Actuellement, les ressources sont extraites, traitées, consommées et jetées d'une manière qui provoque la triple crise planétaire du changement climatique, de la nature et de la pollution et des déchets*, insiste Inger Andersen, la directrice exécutive du programme de l'ONU pour l'environnement. *Nous devons commencer à les utiliser de manière durable et responsable.* »

Le développement d'infrastructures pour les logements et la mobilité ainsi que les systèmes alimentaires et énergétiques, corrélés à la hausse du niveau de vie, sont les principaux facteurs expliquant la hausse de la demande en matériaux. Plus de 106 milliards de tonnes de biomasse, de combustibles fossiles, de métaux et de minerais non métalliques devraient être extraits en 2024, contre 30 milliards en 1970. En moyenne, chaque personne utilise 13,2 tonnes de matériaux chaque année, contre 8,4 tonnes il y a cinquante ans.

Conséquence de l'explosion du secteur de la construction, le sable, le gravier, l'argile ainsi que les

autres minerais non métalliques représentent désormais la moitié de l'ensemble des ressources extraites. La part de la biomasse (qui inclut notamment les cultures, les résidus de cultures ou le bois) a, elle, chuté, ces dernières décennies, de 41 % à 25 %, et celle des matières fossiles de 20 % à 10 %. Si, en proportion, les métaux ne représentent que 10 % des ressources extraites, la demande a augmenté de 2,6 % par an et devrait continuer à croître puisque nombre d'entre eux sont indispensables à la transition énergétique.

Usage inégalitaire

Pour les auteurs du rapport, les impacts de l'extraction et de la transformation de ces ressources sont « *ahurissants* » : cultiver et récolter de la biomasse, extraire des minerais, des métaux, du gaz, du pétrole et du charbon et transformer ces matériaux, combustibles et aliments a généré, en 2022, plus de 55 % des émissions de gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique. L'usage de ces ressources est à l'origine d'environ 40 % des impacts sur la santé liés à la pollution de l'air, et la culture et la récolte de biomasse, par le biais du système agricole, est l'une des principales causes de perte de biodiversité et de stress hydrique.

Leur usage est aussi profondément inégalitaire : les pays développés en utilisent six fois plus et sont responsables de dix fois plus d'effets néfastes pour le climat que les pays à faible revenu. Ces derniers, qui sont souvent le lieu d'où sont extraits les matériaux et les premières victimes des conséquences environnementales et sociales de ces activités, n'en retirent que très peu de bénéfices économiques. « *Des milliards de personnes, notamment sur le continent africain, vont avoir besoin de davantage de ressources pour construire des villes acceptables en matière de conditions de vie, des infrastructures pour la mobilité, la santé*, souligne Hans Bruyninckx. *L'un des éléments-clés de ce rapport, c'est qu'il montre que nous allons accroître l'utilisation de ressources sur cette planète, mais qu'il faut le faire de manière durable et les répartir plus équitablement.* »



La mine de nickel de Weda Bay, sur l'île indonésienne d'Halmahera, en octobre 2022. THE WASHINGTON POST/GETTY IMAGES

Même si les combustibles fossiles n'étaient quasiment plus utilisés en 2060, le groupe d'experts estime que la demande totale pour les autres ressources ne pourra pas diminuer à cet horizon. Mais il appelle à limiter au maximum cette croissance. À partir de travaux de modélisation de différentes trajectoires, il juge qu'il est possible tout à la fois de réduire l'usage des ressources, de faire croître l'économie, de réduire les inégalités, d'améliorer le bien-être des populations et de réduire drastiquement les impacts environnementaux de l'extraction et de la transformation.

Ce scénario « idéal » nécessite toutefois des changements « *radicaux et audacieux* ». D'abord, si les besoins des pays en développement vont augmenter, ceux qui consomment aujourd'hui le plus de ressources devront nécessaire-

ment réduire leurs usages. Pour cela, le rapport appelle les gouvernements à agir sur la demande, par exemple en mettant en place des politiques incitant à diminuer la consommation de viande, à rendre les villes plus compactes ou à développer les transports en commun.

« Un moment charnière »

« *Nous ne considérons pas que mettre en œuvre ces changements relève de la responsabilité individuelle des citoyens*, précise Hans Bruyninckx. *Nous avons des systèmes de production, mais nous avons également des systèmes de consommation. Vous pouvez concevoir la demande de mobilité dans une ville de telle manière que tout le monde saute dans sa voiture, ou faire en sorte que le choix évident soit de faire du vélo et de prendre les transports en com-*

En moyenne, chaque personne utilise 13,2 tonnes de matériaux chaque année, contre 8,4 tonnes il y a cinquante ans

mun. » Combinées à des progrès en matière d'efficacité, ces mesures pourraient permettre de n'augmenter la demande que de 20 % d'ici à 2060 par rapport à 2020, selon les chercheurs.

Améliorer la prise en compte de l'enjeu des ressources dans les accords internationaux et à l'échelle nationale, mettre en place une Agence internationale des res-

sources sur le modèle de l'Agence internationale de l'énergie, faire en sorte que le coût réel de l'extraction des matériaux soit reflété dans l'économie et le commerce, développer l'économie circulaire et le recyclage... Le rapport propose aux décideurs plusieurs pistes d'action concrètes.

« *Sur le climat, sur la biodiversité, sur les ressources, tous les experts disent la même chose : nous sommes à un moment charnière, rappelle Hans Bruyninckx. Six des neuf limites planétaires ont été franchies et nous observons déjà des dommages irréversibles. Nous devons donc agir de manière urgente, en changeant d'échelle et de vitesse. C'est possible, car l'économie ne suit pas les lois de la physique, mais celles des humains. Nous pouvons donc changer les règles du jeu.* »

PERRINE MOUTERDE

Un projet du groupe minier Eramet en Indonésie inquiète les ONG

La création d'une usine sur l'île d'Halmahera suscite des craintes concernant le respect des populations autochtones et de l'environnement

Deux hommes, longs cheveux noirs et pagne autour de la taille, agitent des bâtons. À quelques mètres seulement, de l'autre côté d'une rivière, un véhicule fait vrombir son moteur. Aussitôt, les deux fines silhouettes s'enfoncent dans la forêt. Ces images ont été filmées fin 2023 sur l'île d'Halmahera, en Indonésie, par des employés d'une société minière : elles témoignent, selon l'ONG Survival, de la présence d'une tribu autochtone non contactée, les Hongana Manyawa, à proximité de la mine de nickel de Weda Bay, où opère notamment le groupe français Eramet.

Depuis des mois, des organisations internationales dénoncent les pratiques des entreprises présentes sur le site industriel d'Halmahera, accusées d'atteintes aux droits humains et à l'environnement. Ces inquiétudes sont encore renforcées par le nouveau projet d'Eramet, une société détenue à 27 % par l'Etat français : elle prévoit la construction, avec son partenaire allemand BASF, d'une usine de transformation à proximité de la mine. Une installation, baptisée Sonic Bay, qui pourrait bénéficier du soutien financier direct de Paris par le biais d'un fonds d'invest-



tissement consacré aux minerais et métaux critiques, lancé en 2023. « *Nous sommes extrêmement inquiets*, explique Callum Russell, spécialiste de l'Asie à Survival. *Les activités minières dans cette région éloignée risquent non seulement de détruire les forêts et les rivières dont les Hongana Manyawa ont besoin pour survivre, mais aussi d'introduire des maladies infectieuses mortelles. Le projet de Sonic Bay ne fera qu'encourager massivement ces activités.* » Faute de critères environnementaux et sociaux robustes, « *le nouveau fonds d'investissement pour les minerais*

critiques risque de financer des projets entraînant déforestation et violations de droits humains », s'alarme aussi Klervi Le Guenic, chargée de campagne forêts tropicales de l'ONG française Canopée.

Le nickel est un minerai particulièrement convoité : impliqué dans la fabrication de batteries, il est indispensable à la transition énergétique, et donc à la lutte contre le réchauffement. Entre 2017 et 2022, la demande en nickel a déjà bondi de 40 %, selon l'Agence internationale de l'énergie. L'Indonésie est le champion mondial de la production de ce minerai, et la mine de Weda Bay est considérée comme le plus important gisement de la planète.

L'histoire de cette concession débute il y a deux décennies. En 1996, un jeune géologue australien commence l'exploration du site, s'enfonçant sur 40 kilomètres à l'intérieur des terres d'Halmahera. Il découvre « *une jungle épaisse, pas vraiment inhospitalière malgré ses serpents, ses araignées, ses kuskus dormeurs [des marsupiaux] et ses centaines d'espèces d'oiseaux* », selon le récit fait par Eramet. « *Dans ces terres reculées vivent parfois les Hongana Manyawa, semi-nomades* », précise le groupe.

L'exploitation de la mine de Weda Bay ne démarre finalement qu'en 2019, en partenariat avec l'entreprise chinoise Tsingshan.

Dès 2013, des associations se sont inquiétées des conséquences du projet et ont appelé l'Etat français à ne pas le soutenir. Cette année-là, la société américaine Cross Cultural Services (CCS) confirme, dans un rapport diligenté par Eramet que *Le Monde* a pu consulter, la présence de populations vivant en isolement volontaire. « *Une question cruciale est de savoir comment appliquer le droit à un consentement libre, informé et préalable lorsqu'une bonne proportion de la population autochtone ne veut pas être contactée* », écrit CCS.

« Violation du droit »

Aujourd'hui, en se basant sur une étude de terrain menée en 2023 sous la direction d'un anthropologue indépendant, Eramet affirme que seuls neuf individus appartenant aux Hongana Manyawa vivent dans le périmètre de la concession minière, d'autres groupes étant installés en dehors de cette zone. « *L'ensemble des groupes entretient des contacts réguliers avec les communautés locales et ne vit pas de manière iso-*

lée, assure Eramet. *La localisation du projet Sonic Bay, prévue au sein du parc industriel sur la côte, serait sans incidence sur [cette] communauté.* » Le groupe rappelle aussi s'être doté, dès 2012, d'un « *programme d'engagement actif* » avec les Hongana Manyawa. « *Ces peuples sont nomades, leur territoire reste le même, rétorque Callum Russell. Miner sur leur territoire, sans leur consentement, est une violation du droit international.* »

De la même façon, l'ONG Canopée alerte sur la possibilité que Sonic Bay soit financé par des fonds publics français et appelle à la mise en place de garde-fous. L'investissement nécessaire pour développer ce complexe hydrométallurgique, permettant de transformer le nickel mais aussi le cobalt, est estimé à plus de 2 milliards d'euros. En mai 2023, le gouvernement a annoncé le lancement d'un fonds d'investissement consacré aux minerais et métaux critiques, confié à la société Infravia.

Financé par l'Etat à hauteur de 500 millions d'euros et par des acteurs privés, il doit permettre de soutenir des projets portant sur toute la chaîne de valeur. « *Ce fonds a vocation à financer des projets qui sécurisent l'approvi-*

sionnement en métaux critiques de l'industrie française. En ce sens, les projets miniers, de raffinage ou de recyclage développés par Eramet pourraient être éligibles », explique le groupe. Contacté, Vincent Levita, le président d'Infravia, assure qu'aucune décision d'investissement ne sera prise avant plusieurs mois et que le fonds prendra en considération « *l'ensemble des critères, notamment l'impact carbone, biodiversité, eau, déchets ou encore l'impact sur les populations locales* ». Canopée estime toutefois qu'en l'état les critères affichés sont insuffisants et manquent de transparence.

Le ministère de l'économie ne peut confirmer si Sonic Bay pourrait être financé par le fonds, et le groupe BASF dit n'avoir pas encore pris de décision concernant sa participation. Dans un rapport publié en janvier, basé sur les témoignages de 45 personnes vivant à proximité de Weda Bay, l'organisation Climate Rights International appelle les entreprises n'ayant pas encore commencé à construire de nouvelles infrastructures à « *suspendre* » leur projet le temps d'une enquête « *complète et indépendante* » sur leurs impacts. ■

P. M.